

IRAK-SYRIE-LIBYE : BASTION DE L'ÉTAT ISLAMIQUE

Les cellules dormantes du terrorisme international restent, à bien des égards, géolocalisables sur un espace géographique bien délimité. Mais le moment précis qui marquera la mise en œuvre effective de leur plan d'action reste indécis, même si beaucoup d'analystes des Relations internationales le présagent dans un avenir plus ou moins lointain.

Il faut rappeler que l'État islamique, aussi appelé Daesh, voit le jour le 13 octobre 2006 en Irak. Saddam Hussein étant présenté comme responsable, entre autres, de l'attentat contre le navire militaire américain USS Cole, va devenir une cible strictement épiée par l'administration américaine. Les attentats contre plusieurs ambassades américaines en Afrique, qui ont précédé ceux du 11 septembre 2001, vont donner l'occasion aux États-Unis d'aller jusqu'au bout de leur logique : l'élimination physique de toute personne suspectée être en lien avec le terrorisme international.

Le principal commanditaire des attentats du 11 septembre 2001, Oussama Ben Laden, restant introuvable après les attaques contre le World Trade Center, le Pentagone et la tentative de l'attentat contre le Capitole déjoué par les "héros" du vol 93 de Shanksville, le président irakien devient de facto le suspect potentiel aidant et hébergeant l'homme le plus recherché des États-Unis dans un "endroit secret".

Il n'en reste pas moins certain que longtemps Saddam Hussein était dans la ligne de mire des Américains. L'invasion du Koweït par l'Irak lors de la guerre du Golfe arabo persique en 1991 ; l'utilisation d'armes non conventionnelles ("armes de destructions massives") par l'armée irakienne contre des civiles ont été un alibi en béton pour les Américains de mettre Saddam Hussein sur la liste noire, de le traquer pendant de longs mois puis de le débusquer.

Le raïs irakien sera considéré comme le "terroriste le plus dangereux au monde". Très vite un Tribunal spécial irakien sera mis en place par les Américains pour juger et condamner Saddam Hussein à la mort par pendaison (le 30 décembre 2006).

NAISSANCE ET OPÉRATIONNALISATION DE L'ÉTAT ISLAMIQUE

Suite à l'exécution de leur chef, qu'ils interprètent comme un "assassinat ourdi par les Américains", les membres du parti Baas vont se radicaliser en multipliant des attentats suicides en Irak et en Syrie contre les G.I. en particulier et contre les intérêts occidentaux en général. Ils voulaient ainsi venger leur leader et mettre à exécution un projet vieux de longue date gisant dans les tiroirs.

Le Baas ou Parti socialiste de la résurrection arabe, créé en 1944 en Syrie, avait pour but l'unification des différents États arabes en une seule et grande nation. Après de nombreux événements, le Baas arrive au pouvoir en Irak et en Syrie.

Les objectifs principaux du baathisme c'est : après l'unification des États arabes, la fusion de tous les pays prônant la même religion en un seul État, l'État islamique.

L'ÉTAT ISLAMIQUE (EI) ou DAESH

D'abord connu sous le nom d'État islamique en Irak et au Levant (EIL), ce groupe d'insurgés sunnites, qui opère principalement dans l'Ouest de l'Irak et l'Est de la Syrie, s'autoproclame État islamique en juin 2014. Né de la fusion de l'État islamique en Irak (EII), qui réunissait des vétérans d'Al-Qaida et de l'ancienne armée de Saddam Hussein, et d'un groupe de rebelles syriens, il a commis ses premières actions sous le nom d'État Islamique en Irak et au Levant en avril 2013.

L'EIL lance au début de l'année 2014 une offensive qui chasse les forces gouvernementales hors des villes clés de l'Ouest irakien, tout en combattant simultanément les factions rebelles engagées dans la guerre civile syrienne.

En juin 2014, après avoir étendu son contrôle sur une part significative du territoire irakien, il proclame la fondation d'un califat dirigé par son leader : Abou Bakr al-Baghdadi.

L'ÉTAT ISLAMIQUE ET SES TENTACULES

En Asie, sévit la branche yéménite de l'ÉI. En Afrique du Nord, le groupe égyptien Ansar Beït el-Maqdès reste opérationnel. En Libye, l'organisation a subi de sévères revers. Ses capacités ayant été fortement diminuées,

notamment après la perte de ses principaux cadres. Mais une cellule reste bien tapie dans l'ombre et pourrait agir à tout moment.

Au Sahel, où il a revendiqué plusieurs attaques de grande envergure contre les civils au motif que ceux-ci soutenaient les autorités locales, l'État islamique au Grand Sahara (EIGS) est sous la pression par la force française Barkhane, qui a neutralisé son chef Adnan Abou Walid al Sahraoui. Le numéro 1 de l'EIGS a été tué dans une frappe de la Force Barkhane le 17 août 2021. Il avait été responsable de la mort de 2000 à 3000 civiles depuis 2015. Chaque fois qu'elle perd son chef, l'organisation s'obstine à lui trouver d'affilié un successeur.

La Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique (ISWAP), active dans la région du Lac Tchad, poursuit son essor avec un effectif de plus de 5000 jihadistes. En Afrique centrale et en Afrique de l'Est, Daesh a connu une rapide expansion au cours de ces derniers mois. En Somalie, l'organisation est principalement implantée dans le Puntland et, dans une moindre mesure, à Mogadiscio. Et c'est depuis ce pays, via son bureau « al-Karrar », qu'elle supervise et appuie les actions de l'État islamique en Afrique centrale (ISCAP), en particulier au Mozambique et en République démocratique du Congo.

Au Mozambique, la province de Cabo Delgado est devenue emblématique de l'influence de Daesh en Afrique, notamment après la brève occupation de la localité de Palma, en mars 2021.

"Ces faits récents pourraient avoir de profondes répercussions sur la paix et la sécurité dans la région et doivent être abordés de façon prioritaire au moyen d'une démarche régionale cohérente", prévient Antonio Guterres, le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies, dans le dernier rapport remis tout récemment au Conseil de sécurité.

D'autant plus, explique-t-il dans le rapport, que, « destination de migrants économiques en raison, notamment, des activités liées à l'exploitation gazière, la province de Cabo Delgado est une zone de transit commode pour les combattants de Daesh », laquelle, par ailleurs, « accueille bon nombre d'activités de trafic », en particulier celui de la drogue, en provenance d'Asie. Qui plus est, l'ISCAP a aussi démontré sa capacité à opérer en mer, avec raids lancés vers les îles de Vamizi, Matemo et Makalowe (Mozambique).

« L'autonomie conférée par la structure centrale de Daesh, le grand nombre de petites cellules opérationnelles et l'absence de mesures antiterroristes d'envergure ont transformé effectivement le groupe régional affilié à Daesh en grave menace présentant le risque de se propager davantage, éventuellement vers les pays voisins », estime M. Guterres.

La République démocratique du Congo est déjà aux prises avec cette menace, l'ISCAP ayant étendu ses opérations de la province du Nord-Kivu vers celles d'Ituri, du Sud-Kivu et du Tanganyika. Et cela, sous la férule de Musa Baluku, le chef des « Forces démocratiques alliées » (ADF), un groupe jihadiste d'origine ougandaise, désormais affilié à l'État islamique.

« Tout en cherchant à s'étendre en République démocratique du Congo, Daesh doit se mouvoir entre d'autres groupes armés actifs dans la région, instrumentaliser au besoin les différends intercommunautaires et attirer des combattants terroristes étrangers supplémentaires. Son modèle insurrectionnel nécessitera également des revenus supplémentaires et d'éventuels liens avec des groupes criminels contrôlant des industries extractives et des activités d'extraction minière illégales dans la zone », prévient M. Guterres.

Pour l'ONU, cette expansion de l'EI dans cette partie de l'Afrique depuis le début de l'année 2021 est « alarmante ». Et « elle montre que les synergies entre le terrorisme, la précarité et les conflits se sont renforcées et fait ressortir la nécessité d'une réponse mondiale urgente pour aider les pays d'Afrique et les organisations régionales ».

Et le risque est de voir Daesh être en mesure de planifier des attentats au-delà de ses zones d'influence. « Les États Membres avaient déjà prévenu que Daesh pourrait retrouver la capacité de fomenter des attaques internationales si sa structure centrale ou l'un de ses affiliés régionaux venait à se renforcer suffisamment. Ce scénario n'en est devenu que plus plausible », a conclu M. Guterres.

LA BOMBE À RETARDEMENT

De milliers de soldats du jihad partis de France en particulier et d'Europe en général avec leurs familles rejoindre les rangs des combattants de Daesh se trouvent actuellement en Syrie, en Irak et en Libye. Près de 45000 combattants jihadistes avec leurs familles vivent à Idlib, dans le nord-est de la Syrie. Ces réfugiés, rescapés de l'Etat islamique, sont regroupés dans un campement à

Alhol (Turquie), non loin de Idlib, où ils vivent avec leurs familles. Le danger est persistant car ces gens sont susceptibles de passer à l'action à tout moment.

Le Liban, devient un point de transit des terroristes qui affluent vers la Palestine. Une fois sur place, des réseaux de passeurs les acheminent, moyennant finances, vers la Libye. Et c'est à partir de ce pays que la pérégrination des migrants (majoritairement des combattants de Daesh) s'effectue vers l'Europe, en traversant la mer méditerranée. Daesh a-t-il déjà un pied en Europe ? Eu égard à ce qui prévaut actuellement, l'on est en droit de se poser la question.

LE TCHAD, VÉRITABLE REMPART CONTRE LE TERRORISME

N'Djamena a été le théâtre d'une série d'attentats suicides les 15 et 29 juin 2015 puis le 11 juillet de la même année. Des opérations kamikazes d'une rare violence, portant la signature de la nébuleuse terroriste « Boko Haram ». Cette secte qui a semé la mort et la désolation depuis de nombreuses années au Nigéria puis récemment au nord-Cameroun et au Niger a fini par étendre ses tentacules au Tchad.

Les terroristes ont ciblé trois zones névralgiques de la capitale tchadienne pour faire exploser des bombes artisanales : le Commissariat central de Police, l'École nationale de Police et le marché central. L'on dénombre en tout près de 70 morts et plus de 200 blessés.

Cette nébuleuse terroriste est parvenue, à n'en point douter, à élire domicile au Tchad. Le double attentat suicide du 15 juin et ceux du 29 juin et du 11 juillet 2015 ne sont pas le fruit du hasard. Ça ne pouvait pas ne pas s'agir d'une longue et minutieuse préparation, avec la complicité évidente de quelques collaborateurs locaux qui partageraient une certaine cause avec les assaillants.

Pour qu'un groupe composé de personnes supposées étrangères arrive à traverser les frontières d'un autre pays dans le but d'aller y commettre des actes terroristes, il faut du temps, des moyens matériels et financiers et puis des êtres schismatiques pour les aider à s'installer et à se préparer avant le passage à l'acte. C'est ce qui a dû se passer au Tchad en 2015.

Il faut remonter à décembre 2014 pour comprendre comment la nébuleuse terroriste Boko Haram a réussi à s'infiltrer jusque dans le cœur de la capitale

tchadienne. Mi-décembre 2014, le Tchad a vu affluer plus de 3000 réfugiés nigériens sur son territoire et plus de 500 retournés tchadiens.

Face à cette situation difficile à maîtriser, le gouvernement de la République du Tchad, par le truchement de son Premier ministre, Kalzeubé Pahimi Deubet, organise un symposium début janvier 2015, auquel seront conviés les diplomates et les Représentants des organisations internationales accrédités au Tchad, pour une préoccupante communication.

"L'afflux massif des réfugiés nigériens peut nous embarquer dans une situation incontrôlable", s'est inquiété le chef du gouvernement tchadien devant les représentants de la communauté internationale, à l'issue de sa communication verbale.

Cinq mois après la sonnette d'alarme tirée par le Premier ministre tchadien, les assaillants du groupe terroriste Boko Haram prennent pour cible la capitale tchadienne, le 15 juin 2015, en perpétrant un double attentat-suicide sur deux sites stratégiques et régaliens : l'école de la police nationale et le Commissariat central de N'Djamena.

Le 29 juin 2015, alors que les forces anti-terroristes, mises sur pied quelques jours plus tôt, étaient en pleine opération d'appréhension des terroristes localisés dans le quartier de Dinguessou à l'est de la capitale, à l'aube, une forte explosion provoquée par un des assaillants fait 11 morts et plusieurs blessés.

La riposte du gouvernement tchadien à ces attaques ne se fera pas attendre. Des mesures radicales vont être prises dans la perspective d'éradiquer le mal. Les auteurs des faits macabres seront appréhendés. La cour martiale va être ressuscitée de ses cendres et prend la dénomination de "Cour Criminelle" pour décider du sort des 10 terroristes (qui seront aussitôt passés par les armes).

Le Tchad, seul pays d'Afrique à avoir engagé ses forces de Défense et de sécurité sur plusieurs théâtres d'opérations militaires à l'échelle du continent pour lutter contre le terrorisme, a payé un lourd tribut. En janvier 2012 déjà, les Forces armées tchadiennes en intervention au Mali (Fatim), ont prêté mains fortes aux soldats français de l'Opération *Serval* pour stopper net la progression des jihadistes du Mouvement national de libération de l'Azawad

(MNLA), Ansar Dine, le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao) et al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi).

Aujourd'hui, le président du Conseil militaire de transition du Tchad a pris l'engagement de réduire de moitié le nombre des soldats engagés dans le cadre de l'Opération *Barkhane* au Mali, qui passent désormais de 1200 à 600 hommes. Selon la volonté des nouvelles autorités de la transition, l'effectif des militaires du pays, 35.000 soldats actuellement, va passer à 60.000 hommes pour "répondre aux exigences sécuritaires du moment".

Les autorités de la transition tchadienne ont bien compris la nécessité de renforcer le dispositif sécuritaire du pays, aujourd'hui, pour parer à toutes éventualités. Car le terrorisme international est sur le point de gagner du terrain et de sympathisants. Tandis que ses adeptes ne préviennent pas avant leur passage à l'acte.

Il est cependant urgent que la communauté internationale prenne ses responsabilités pour aider le Tchad à s'équiper davantage pour le renforcement et l'équipement de ses effectifs de défense et de sécurité. Car le pays est situé sur une aire géographique d'importance capitale sur le continent africain et stratégique pour tout le reste du monde.

Si les forces de défense et de sécurité du Tchad sont bien équipées en matériels militaires modernes, l'Afrique serait un continent sûr en matière de sécurité et le développement de ses États s'effectuera très rapidement. Si les pays de l'Afrique se développaient dans l'harmonie, la paix régnera en Afrique et partout dans le reste du monde !

Mohamed Ahmed Kébir